GO/INA

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2018-0084 PRES/PM/MFPTPS/MINEFID portant adoption du Plan d'actions triennal 2018-2020 de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027.

LE PRESIDENT DU FASO, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution;

VU le décret n°2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre;

VU le décret n°2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement :

VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attribution des membres du Gouvernement;

VU la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso;

VU la loi n°051-2015/CNT du 30 août 2015 portant droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs;

VU le décret n°2018-0049/PRES/PM/MFPTPS/MINEFID du 01 février 2018 portant adoption de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027;

VU le décret n°2016-344/PRES/PM/MFPTPS du 04 mai 2016 portant organisation et fonctionnement du Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale;

Sur proposition du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale;

Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 30 novembre 2017;

DECRETE

Article 1: Est adopté le Plan d'actions triennal 2018-2020 de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027 dont le document est joint en annexe.

Article 2: Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale et le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 08 fevrier 2018



Le Premier Ministre

Thicha

<u>Paul Kaba THIEBA</u>

Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale

Clément Pengdwendé SAWADOGO

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

Hadizatou Rosine COULIBALY/ SORI

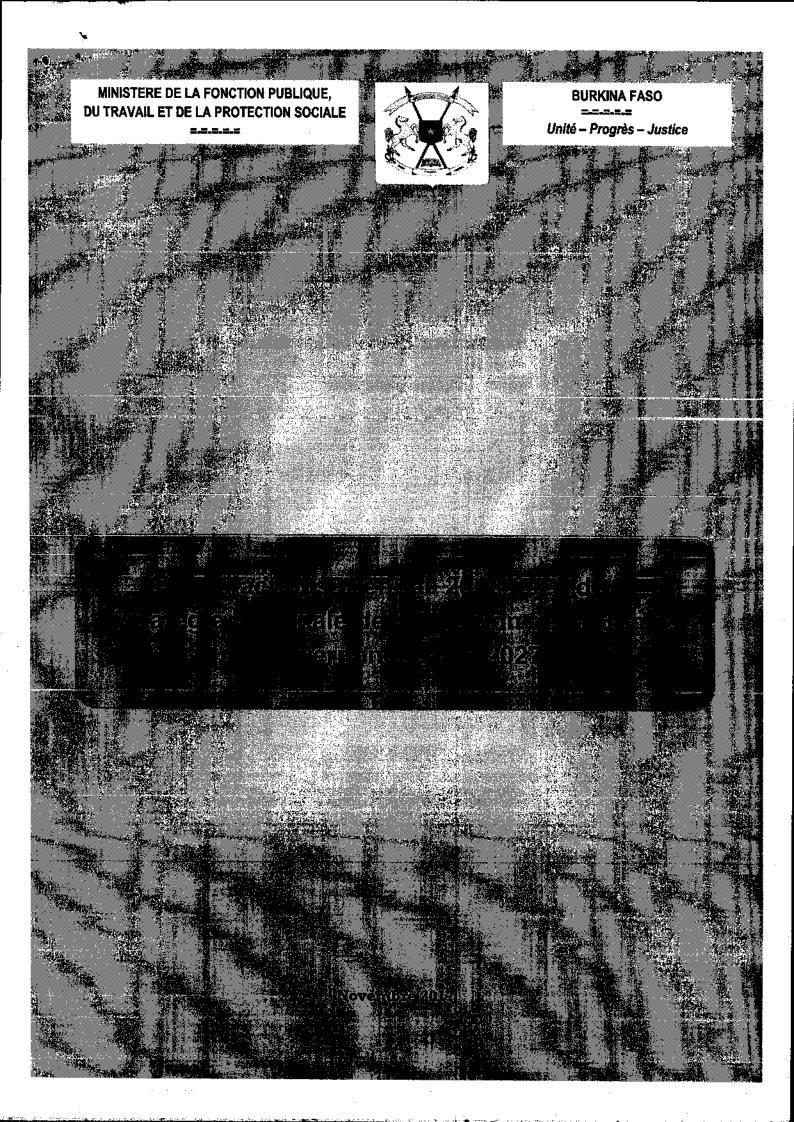


TABLE DES MATIERES

IGLES ET ABREVIATIONSiii	iii
NTRODUCTION	1
RAPPEL DE LA VISION ET DES OBJECTIFS DE LA SNPG	3
I.1. VISION	3
I.2. OBJECTIFS DE LA STRATEGIE	3
I 2 1 Objectif global	3
I.2.2. Objectifs stratégiques	3
T AXES STRATEGIOUES	. 3
II 1 PROMOTION DE LE PRIMEITE DU DROIT	. 4
II.1.1. Objectif spécifique 1 : veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des	3
	. 4
II 1 2 Objectif spécifique 2 : améliorer l'accessibilité de la justice	. 5
II.1.3. Objectif spécifique 3 : suivre le respect des engagements sous régionaux et	
internationaux	. 5
II.1.4 : Objectif spécifique 4 : renforcer la gouvernance au sein des forces de défens	:e
et de sécurité	. 0
II.2. PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA RESPONSABILITE	. 0
II.2.1. Objectif spécifique 1 : améliorer la transparence dans la gestion des actions o	e.
développement	. 0
II.2.2. Objectif spécifique 2: renforcer la responsabilité des acteurs de la	7
gouvernance	٠.
II.3. RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION ET DE L'EQUITE	. 0
II.3.1. Objectif spécifique 1: améliorer la participation des citoyens aux actions de	٥
développement	۰. ۵ ۵
II.3.2. Objectif spécifique 2: promouvoir l'équité	o
II.4. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET PROMOTION DE LA PERFORMANCE	5 .
II.4.1. Objectif spécifique 1: renforcer la lutte contre la corruption	10
II.4.2. Objectif spécifique 2 : accroitre la performance des structures publiques	.10
TE Drogscenet & Crestecte	. I I
TER L'Objectif enécifique l'injloter et coordonner les actions de la strategle	. 1 1
u g a Objectif médifique 2 : assurer la communication et le financement	- I I
THE DISPOSITION OF MISS ON CEITURE ET SHIVI-EVALUATION	. 12
THE I INSTRUMENTS OF MISE EN CHIVRE	.12
III 2 CADDE OPCANISATIONNEL	. 12
THE CHIEF ESTALITATION	,L4
TO A 1 Color observed of financial	14
III 2 2 Evaluation des effets ou impacts	
BY DERNING PRINTING PARTY PROPERTY.	
W LIVE OTHER SECTION OF THE PLAN DE MITIGATION	10
37 1 INCREDITE POLITICITE ET INSTITUTIONNELLE	I &
37.2 NON ADHÉSION DES ACTEIRS	I .
37.2 INCEPTITION DILIFINANCEMENT	L .
TA TRICECTEDITE	I (
V.5. PERSISTANCE DE L'INCIVISME	I :
	20

SIGLES ET ABREVIATIONS

AMU : Assurance maladie universelle

AN : Assemblée nationale

ASCE/LC : Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la

corruption

CENI : Commission électorale nationale indépendante

CENTIF : Cellule nationale de traitement des informations financières
CN-MABG : Conseil national de la modernisation de l'administration et de la

bonne gouvernance

CNPD : Commission nationale de planification du développement

CNT : Conseil national de la transition

CP-MABG : Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de

la bonne gouvernance

CSC : Conseil supérieur de la communication

CSD : Cadre sectoriel de dialogue

DCPM : Direction de la communication et de la presse ministérielle DGESS : Direction générale des études et des statistiques sectorielles

DGFP : Direction générale de la fonction publique

EPU : Examen périodique universel

FDS : Forces de défense et de sécurité

IGF : Inspection générale des finances

ITS : Inspection technique des services

MAEC-BE : Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des

burkinabés de l'étranger

MATD : Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
MCRP : Ministère de la communication et des relations avec le parlement
MDENP : Ministère du développement, de l'économie numérique et des

postes

MDNAC : Ministère de la défense nationale et des anciens combattants MEEVCC : Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du

changement climatique

MFPTPS : Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection

sociale

MFSNF : Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille

MICA : Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat

MINEFID : Ministère de l'économie, des finances et du développement MJDHPC : Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion

civique

MJFIP : Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion

professionnelle

ONG : Organisation non gouvernementale
OSC : Organisation de la société civile

PA/PNRJ : Plan d'actions du pacte national pour le renouveau de la justice

PM : Premier ministère

PNDES : Plan national de développement économique et social

PTA : Plan de travail annuel

PTF : Partenaire technique et financier

REN-LAC : Réseau national de lutte anti-corruption

RSE : Responsabilité sociétale et environnementale

SNOAT : Stratégie nationale d'organisation et d'administration du territoire

SNPG : Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance SP-CSM : Secrétariat permanent du conseil supérieur de la magistrature SP-MABG : Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et

de la bonne gouvernance

TB: Tableau de bord

TGI: Tribunal de grande instance

TIC : Technologie de l'information et de la communication TPEE : Tableau prévisionnel des emplois et des effectifs

INTRODUCTION

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) consacre, en son axe 1, la bonne gouvernance comme étant une des orientations à suivre en vue d'instaurer des institutions fortes et une administration moderne garantissant la paix, la sécurité, la justice et les droits humains pour tous les Burkinabé. La Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance (SNPG) 2018-2027 vient ainsi réaffirmer la volonté du gouvernement dans ce domaine de disposer d'un cadre d'orientation en matière de promotion de la bonne gouvernance.

La gouvernance comprend traditionnellement quatre (04) domaines que sont la gouvernance politique, administrative, économique et locale qui sont traités dans les cadres sectoriels de dialogue (CSD). C'est ainsi que les questions de transparence et de lutte contre la corruption sont suffisamment traitées par la politique du secteur de la gouvernance économique. De même, la politique du secteur de la justice et des droits humains et celle de la gouvernance administrative et locale traitent respectivement des questions de primauté du droit et d'efficacité de l'administration et de la promotion du développement local.

Par conséquent, les actions opérationnelles de promotion de la bonne gouvernance sont menées dans ces secteurs. Ainsi, le présent plan d'actions ne prend pas en compte ces actions opérationnelles mais se donne pour ambition de suivre, de contrôler et d'interpeller les sectoriels dans la mise en œuvre des activités de promotion de la bonne gouvernance. Il s'agit également à travers ce plan de mener des activités stratégiques de promotion de bonne gouvernance non prises en compte par les sectoriels à l'intention des acteurs étatiques et non étatiques.

Le présent document est le premier plan d'actions triennal de la stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027. Il couvre la période 2018-2020.

La stratégie étant orientée vers une démarche du « faire faire », la mise en œuvre du plan d'actions permettra à terme d'évaluer les effets/impacts engrangés en matière de promotion de la bonne gouvernance.

Le plan d'actions triennal 2018-2020 est articulé autour des points suivants :

- rappel de la vision et des objectifs de la SNPG ;
- axes stratégiques ;
- dispositif de mise en œuvre et suivi-évaluation;
- plan de financement;
- hypothèses /risques et plan de mitigation;
- matrice des activités du Plan d'actions triennal.

L. RAPPEL DE LA VISION ET DES OBJECTIFS DE LA SNPG

I.1. Vision

Au regard du diagnostic et des défis à relever pour la promotion des principes de la bonne gouvernance au Burkina Faso, la vision de la SNPG est formulée comme suit « le Burkina Faso, un Etat de droit démocratique, fondé sur des institutions fortes, respectueux des principes de bonne gouvernance pour un développement harmonieux et intégré à l'horizon 2027 ».

I.2. Objectifs de la stratégie

I.2.1. Objectif global

La stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance a pour objectif global : « Promouvoir les principes de bonne gouvernance dans la mise en œuvre des actions de développement ».

I.2.2. Objectifs stratégiques

Les objectifs stratégiques de la stratégie nationale de la promotion de bonne gouvernance visent à :

- créer les conditions favorables à l'expression du droit ;
- promouvoir la transparence et la responsabilité ;
- renforcer la participation et l'équité;
- lutter contre la corruption et promouvoir une culture d'efficacité et d'efficience dans la gestion des affaires publiques.

II. AXES STRATEGIQUES

Pour relever les défis en matière de promotion des principes de la bonne gouvernance, quatre (04) axes stratégiques ont été identifiés :

- Axe 1 : Promotion de la primauté du droit ;
- Axe 2 : Promotion de la transparence et de la responsabilité ;
- Axe 3 : Renforcement de la participation et de l'équité ;
- Axe 4: Lutte contre la corruption et promotion de la performance;

- Axe 5 : Pilotage de la stratégie.

II.1. Promotion de la primauté du droit

L'accès à la justice, la séparation des pouvoirs et le respect des engagements nationaux et internationaux constituent des enjeux majeurs en matière de promotion de la bonne gouvernance.

Conscient des attentes des citoyens sur la question de justice, d'équité et du respect du droit, l'Etat-s'est engagé dans la promotion de la primauté du droit.

La promotion de la primauté du droit vise les objectifs spécifiques suivants :

- veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs;
- améliorer l'accessibilité de la justice ;
- suivre le respect des engagements sous régionaux et internationaux ;
- renforcer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité.

II.1.1. Objectif spécifique 1 : veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs

Il s'agira à travers cet objectif de veiller au respect de l'équilibre des pouvoirs à travers une réelle séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), mais aussi de renforcer la liberté d'opinion et d'expression au Burkina Faso

Les actions à réaliser pour l'atteinte de cet objectif sont :

- le renforcement de l'indépendance de la justice ;
- le renforcement de la liberté d'opinion/expression;
- le renforcement des capacités des différents pouvoirs sur l'équilibre des pouvoirs.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement:

- l'indépendance de la justice est renforcée ;
- la liberté d'opinion ou d'expression est renforcée ;
- les capacités des différents pouvoirs sont renforcées.

II.1.2. Objectif spécifique 2 : améliorer l'accessibilité de la justice

L'accessibilité de la justice est l'un des éléments fondamentaux de bonne gouvernance. Il importe de veiller à ce que les conditions d'une accessibilité physique, financière et psychologique soient améliorées et de reformer le système de justice par de nouvelles approches adaptées.

L'atteinte de cet objectif nécessite les actions suivantes :

- l'amélioration de l'accès physique, financier et psychologique à la justice ;
- l'amélioration du fonctionnement des juridictions.

Pour un meilleur accès à la justice, les résultats suivants sont attendus respectivement de chaque action:

- l'accès physique, financier et psychologique à la justice est amélioré,
- les performances des juridictions sont améliorées.

II.1.3. Objectif spécifique 3 : suivre le respect des engagements sous régionaux et internationaux

A travers cet objectif spécifique, la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance veillera au suivi du respect des engagements pris par l'Etat à travers la sensibilisation des acteurs et le suivi de la mise en œuvre des engagements.

Les principales actions à mener dans le cadre du suivi du respect des engagements sous régionaux et internationaux sont :

- la sensibilisation des acteurs sur le respect des engagements ;
- le suivi de la mise en œuvre des engagements ;
- l'amélioration de la capacité de négociation.

Les résultats attendus sont respectivement:

- les acteurs sont sensibilisés au respect des engagements ;
- la mise en œuvre des engagements est suivie ;
- les techniques de négociation sont maitrisées.

II.1.4 : Objectif spécifique 4 : renforcer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité

Il s'agit d'améliorer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité à travers une bonne gestion des questions de défense et sécurité, la promotion des valeurs de l'éthique et de la déontologie militaire.

Les principales actions à mener en matière de renforcement de la gouvernance dans le secteur de la défense et de la sécurité sont :

- le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité ;
- le renforcement de l'éthique et de la déontologie.

Pour ce faire, les résultats attendus sont les suivants :

- les capacités des forces de défense et de sécurité sont renforcées ;
- l'éthique et la déontologie militaire sont renforcées.

II.2. Promotion de la transparence et de la responsabilité

La société burkinabè a connu de profondes mutations ces deux (02) dernières décennies. Les mentalités des populations ont beaucoup évolué. Elles sont de plus en plus soucieuses et regardantes de la gestion des affaires publiques. Elles demandent désormais à être informées, à être impliquées dans cette gestion et aussi à pouvoir interpeller les personnes qui en ont la charge. Elles sont également promptes à user de violences et d'actes répréhensibles pour se faire entendre.

Conscients des insuffisances, les gouvernants ont intégré la saine gestion des affaires publiques dans bon nombre de politiques.

Il s'agira à travers cet axe :

- d'améliorer la transparence dans la gestion des actions de développement;
- de renforcer la responsabilité des acteurs de la gouvernance.

II.2.1. Objectif spécifique 1 : améliorer la transparence dans la gestion des actions de développement

La transparence dans l'administration publique, ainsi que les actions du gouvernement sont des exigences du citoyen et des partenaires techniques et financiers. Dans cet objectif, il s'agira de mener des actions visant à promouvoir auprès des responsables, à quelques niveaux que ce soit, une culture de reddition de compte, et permettre au citoyen d'avoir une meilleure compréhension de l'action publique.

Pour atteindre cet objectif spécifique, les actions suivantes seront réalisées :

- l'amélioration de l'accès à l'information aux citoyens ;
- le renforcement des mécanismes de recours au profit du citoyen et des institutions.

Il est essentiellement attendu deux (02) résultats de la mise en œuvre des actions que sont:

- les citoyens ont un meilleur accès à l'information;
- les mécanismes de recours sont renforcés au profit du citoyen et des institutions.

II.2.2. Objectif spécifique 2: renforcer la responsabilité des acteurs de la gouvernance

Pour une meilleure mise en œuvre des actions de développement, la bonne gouvernance est exigée à tous les niveaux. Autant les responsables doivent rendre compte de leurs actions, faire preuve de probité, d'un sens élevé du service public, autant les populations, le secteur privé et les OSC doivent participer au développement par un comportement responsable et citoyen. Dans un contexte où on observe de plus en plus un désengagement de l'Etat de certains domaines de gouvernance et une faible responsabilisation des acteurs de développement, il est plus qu'urgent de prendre des mesures pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs.

Les actions suivantes sont prévues pour l'atteinte de cet objectif :

- l'amélioration de la redevabilité des responsables administratifs et politiques;
- l'amélioration de la citoyenneté responsable ;
- l'amélioration de l'application des recommandations administratives des contrôles;

 l'amélioration de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- la redevabilité des responsables administratifs et politiques est accrue;
- la citoyenneté responsable est améliorée;
- les contrôles sont effectifs et les sanctions sont appliquées;
- la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises est améliorée.

II.3. Renforcement de la participation et de l'équité

Il s'agit ici de la possibilité donnée aux citoyens et aux organisations d'intervenir directement ou à travers leurs représentants au processus de prise de décisions sur les questions de développement. Cette participation des citoyens dans la mise en œuvre des actions de développement, contribue à la prise en compte de certaines couches de la société dans les sphères de décision. Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques à savoir : améliorer la participation des citoyens aux actions de développement et promouvoir l'équité.

II.3.1. Objectif spécifique 1: améliorer la participation des citoyens aux actions de développement

Il s'agit de permettre à tous les citoyens de participer à la construction de la nation. Cela se fera à travers cinq (05) actions prioritaires que sont :

- le renforcement des capacités des citoyens et des Organisations de la société civile (OSC) pour leur participation à la gestion des affaires publiques;
- le renforcement de la participation des acteurs au développement local ;
- le renforcement de la participation des burkinabè aux processus électoraux:
- l'amélioration de la participation des burkinabè de l'extérieur au développement du pays;
- le renforcement et l'opérationnalisation des cadres de promotion de dialogue.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement:

- les capacités des citoyens sont renforcées ;
- la participation des acteurs au développement local est renforcée ;
- la participation des burkinabè aux processus électoraux est renforcée;
- la participation des burkinabé de l'extérieur au développement du pays est améliorée ;
- les cadres de promotion de dialogue sont opérationnels.

II.3.2. Objectif spécifique 2: promouvoir l'équité

Dans le cadre de la promotion de l'équité, il est attendu la mise en œuvre des actions ci-après :

- l'accès équitable aux opportunités d'emplois et de création de richesses ;
- le traitement équitable dans la motivation des agents publics ;
- le renforcement de l'accès équitable aux services sociaux de base (eau potable, assainissement, éducation, santé);
- la répartition équitable des ressources pour réduire les disparités régionales.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- l'accès aux opportunités de création d'emplois et de richesses est équitable;
- les agents publics sont équitablement traités et motivés ;
- l'accès équitable aux services sociaux de base (eau potable, assainissement, éducation, santé) est renforcé;
- les disparités régionales sont réduites.

II.4. Lutte contre la corruption et promotion de la performance

Pour assurer le développement d'une administration moderne et performante, et un service public orienté vers la satisfaction du citoyen, il est indispensable de promouvoir l'efficacité et l'efficience dans les actions de développement, d'une part et d'autre part, de renforcer la lutte contre la corruption.

Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques qui sont : renforcer la lutte contre la corruption et promouvoir la performance dans les structures publiques.

II.4.1. Objectif spécifique 1: renforcer la lutte contre la corruption

En matière de lutte contre la corruption, les actions suivantes seront menées :

- l'éducation, l'information et la sensibilisation des citoyens sur les méfaits et le dispositif de prévention et de répression de la corruption ;
- le suivi des actions de lutte contre la corruption.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les méfaits et le dispositif de prévention et de répression de la corruption sont connus par les acteurs ;
- les actions de lutte contre la corruption sont suivies.

II.4.2. Objectif spécifique 2 : accroitre la performance des structures publiques

Dans le cadre de la promotion de la performance, les actions majeures à mener sont :

- la gestion rationnelle des ressources humaines de la fonction publique;
- l'optimisation de la gestion des ressources matérielles ;
- l'amélioration de la conception des politiques publiques;
- la promotion de l'e-gouvernance;
- la promotion d'une administration publique républicaine.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les ressources humaines de la fonction publique sont gérées rationnellement;
- l'utilisation des ressources matérielles est optimale;
- la conception des politiques publiques est améliorée ;
- l'e-gouvernance est promue;
- les valeurs et les principes de service public sont promus.

II.5. Pilotage de la stratégie

Le pilotage de la stratégie consistera à définir les outils et les mécanismes qui permettront d'opérationnaliser la stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance. Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques qui sont : piloter et coordonner les actions de la stratégie et assurer la communication et le financement

II.5.1. Objectif spécifique 1 : piloter et coordonner les actions de la stratégie Les actions majeures à mener pour atteindre cet objectif sont :

- coordination et pilotage;
- planification, suivi évaluation;
- formation des acteurs chargés de la mise en œuvre de la stratégie ;
- renforcement des capacités du SP-MABG.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les actions de la stratégie sont pilotées et coordonnées;
- les actions de la stratégie sont planifiées, suivies et évaluées ;
- les acteurs chargés de la mise en œuvre de la SNPG sont formés;
- les capacités du SP-MABG sont renforcées.

II.5.2. Objectif spécifique 2 : assurer la communication et le financement Les actions majeures à mener pour atteindre cet objectif sont :

- communication et information sur la stratégie ;
- financement de la stratégie.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- la communication et l'information ;
- le financement de la stratégie est assuré.

III. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION

La SNPG se veut un référentiel en matière de promotion de bonne gouvernance et un instrument privilégié de dialogue pouvant contribuer à la promotion des principes de bonne gouvernance au Burkina Faso pour la période 2018-2027.

III.1. INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE

L'opérationnalisation de la SNPG se fera d'une part, par les politiques sectorielles des ministères concernés en cohérence avec les effets attendus de l'axe 1 du Plan national de développement économique et social (PNDES) et d'autre part, à travers un plan d'actions triennal glissant assorti de Plans de travail annuel (PTA).

Les plans d'actions seront des outils de coordination et de suivi évaluation de la prise en compte des principes de bonne gouvernance par les sectoriels. Ils mettront l'accent sur les orientations stratégiques dont la prise en compte par les sectorielles contribueront à l'atteinte des résultats attendus en matière de promotion des principes de bonne gouvernance.

III.2. CADRE ORGANISATIONNEL

La coordination de la mise en œuvre de la stratégie se fera à travers la mise en place d'un dispositif de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance. Ce dispositif est composé d'organes de décision et d'organes techniques.

III.2.1. Organes de décision

Les organes de décision sont composés d'un Conseil national de modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (CN-MABG) et d'un Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (CP-MABG).

✓ Le Conseil national de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance est l'organe de coordination, d'orientation et de suivi de l'exécution de la stratégie. Il est présidé par le Premier Ministre et est composé de responsables des départements ministériels et d'institutions, des représentants des Organisations non

gouvernementale, des syndicats, des Organisations de la société civile, du secteur privé, des collectivités territoriales et des Partenaires techniques et financiers.

24.372-25.783 F

Le Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance a pour mission de suivre la mise en œuvre de la SNPG à travers le suivi et l'évaluation des actions retenues dans les différents plans d'actions. A ce titre, il est chargé notamment de donner des directives au SP/MABG et aux DGESS pour la conduite des actions qui leur incombent, de la validation des Plans de travail annuel, du rapport d'activités annuel et des documents à soumettre au Conseil national.

III.2.2. Organes techniques

Les organes techniques sont composés du Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance (SP-MABG) et des Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS).

- Le Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance, structure du MFPTPS est l'organe technique de coordination, du suivi et d'évaluation de la stratégie. Il joue un rôle de veille et d'interpellation sur le respect des principes de bonne gouvernance par les sectoriels. Il est chargé notamment de préparer les dossiers des sessions du Conseil national et du Comité de pilotage et de produire les rapports desdites sessions, suivre et évaluer la mise en œuvre des plans d'actions et du respect de la programmation des activités, suivre la mise en œuvre des recommandations de la session du Conseil national et du Comité de pilotage et de préparer les dossiers desdites sessions.
- Les Directions générales des études et des statistiques sectorielles sont chargées de recenser les actions menées par les sectoriels et d'autres acteurs intervenant dans le domaine de la gouvernance, de faire exécuter les études et travaux sectoriels concernant la mise en œuvre de la stratégie dans leurs domaines respectifs de compétence, de suivre la mise en œuvre des

recommandations du Conseil national au sein des départements ministériels, d'assurer l'élaboration et l'exécution des plans d'actions triennaux de la stratégie.

Des textes viendront éclairer davantage le fonctionnement et la composition du dispositif de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance et le rôle de chaque acteur.

III.3. SUIVI- EVALUATION

Le suivi-évaluation constitue un des maillons importants de la conduite de l'action publique afin de permettre la redevabilité. A ce titre, un mécanisme sera mis en place pour le suivi physique et financier et l'évaluation des effets ou impacts de la SNPG. Un décret viendra préciser le mécanisme de suivi-évaluation de la SNPG et le rôle de chaque acteur.

III.3. 1. Suivi physique et financier

Le suivi de la mise en œuvre de la SNPG couvrira les aspects techniques et financiers avec pour objectif de collecter et analyser les données pour fournir des éléments d'appréciation de la gouvernance au Burkina Faso. Il s'agira d'élaborer, en collaboration avec les acteurs (départements ministériels, institutions, OSC, ONG, syndicats, etc.) de mise en œuvre du plan d'actions, un manuel de suiviévaluation de la stratégie assorti des différents outils de collecte d'informations et des canevas-type de programmation (cadre de mesure de performance, PTA) et de rapportage (rapport annuel de performance).

Les informations collectées porteront sur les progrès réalisés en termes de respect des principes de la bonne gouvernance, le niveau d'atteinte des objectifs ou résultats énoncés afin de produire annuellement un rapport sur l'état de la gouvernance.

III.3. 2. Evaluation des effets ou impacts

L'évaluation se fera tous les trois (03) ans sur la base d'indicateurs appropriés. Elle portera sur les éléments suivants : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact et la pérennité des résultats, l'opérationnalité et l'effectivité de la coordination des activités entrant dans la mise en œuvre de la SNPG.

Ces évaluations pourraient être internes ou externes. Elles auront pour objectif de porter un jugement sur les résultats atteints sur la mise en œuvre de la SNPG et de formuler des recommandations suivant des éléments d'appréciations objectifs. Le comité de pilotage donnera en temps opportun l'orientation à suivre.

IV. PLAN DE FINANCEMENT

La mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan d'actions triennal 2018-2020 tient compte des opportunités de financement qu'offrent les différents acteurs à savoir l'Etat, les Partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile.

Le coût total de mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de promotion de bonne gouvernance pour la période 2018-2020 s'élève à quatre milliards cent quarante un millions (4 141 000 000) de francs CFA. La répartition par axe se présente comme suit :

Axe 1 : Promotion de la primauté du droit s'élève à 791 000 000 F CFA

Axe 2 : Promotion de la transparence et de la responsabilité s'élève à 350 000 000 FCFA

Axe 3: Renforcement de la participation et de l'équité s'élève à 1 145 000 000 FCFA

Axe 4: Lutte contre la corruption et promotion de la performance s'élève à 1 244 000 000 F CFA

Le coût du Pilotage du premier plan d'actions de la stratégie est évalué à 611 000 000 F CFA.

<u>Tableau 1</u>: Récapitulatif des coûts estimatifs des activités par axe stratégique (en milliers FCFA)

Axe 1 : Promotion de la primauté du droit	5 000	363 000	423 000	791 000
Axe 2: Promotion de la transparence et de la	10 000	200 000	140 000	350 000 38,45

	4,17	40408	7,14	# 3 # 1 00	
TOTAUX (coût)	172 000	2 007 000	1 942 000	4 141 000	\$100 \$ 334
Axe 5: Pilotage de la stratégie	137 000	252 000	222 000	611 000	#14## ###
Axe 4: Lutte contre la corruption et promotion de la performance	20 000	677 000	547 000	1 244 000	30,04
Axe 3 : Renforcement de la participation et de l'équité	0	515 000	610 000	1 145 000	Zaet.
responsabilité					

V. HYPOTHESES/RISQUES ET PLAN DE MITIGATION

Pour le succès de la stratégie, il est nécessaire d'adopter une approche pragmatique. Cela passe par la prise en compte de toutes les contraintes de réalisation qui peuvent survenir, en intégrant un plan de gestion pour y faire face. Ainsi, plusieurs risques ont été identifiés avec des pistes de mitigations.

V.1. INSTABILITÉ POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Le Burkina Faso a connu ces dernières années de nombreuses crises sociopolitiques, notamment les mutineries de février 2011, l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et le coup d'Etat manqué de septembre 2015. Ces crises ont montré la fragilité des institutions étatiques et ont mis en mal la cohésion sociale.

Les risques d'effritement des valeurs de cohésion sociale, de solidarité et du vouloir vivre ensemble sont bien réels et constituent une menace pour la stabilité politique et la bonne marche des institutions républicaines chargées de réguler la vie politique nationale.

A cette menace s'ajoute celle liée à la fusion et à la scission des institutions. En effet, le Burkina Faso connait régulièrement des cas de réaménagements institutionnels qui ne permettent pas de stabiliser la maquette des programmes budgétaires de l'Etat. Toute chose qui entrave l'efficacité dans la conduite de l'action publique.

La résolution de la problématique de l'instabilité politique et institutionnelle passe par le renforcement de la cohésion sociale. Il faut susciter chez les Burkinabè la volonté de vivre ensemble. La volonté des autorités politiques d'aller à la réconciliation nationale et de renforcer le dialogue est l'expression de signaux qui devraient renforcer la cohésion nationale.

En outre, la mise en place d'institutions fortes, pérennes et l'adoption d'un texte sur les secteurs de planification contribueront à réduire le problème d'instabilité institutionnelle.

V.2. NON ADHÉSION DES ACTEURS

Les politiques de développement ne se sont pas toujours suffisamment appuyées sur une stratégie adéquate de communication. Pourtant, l'adhésion des populations aux politiques nationale, régionale et sectorielle est la principale clé de succès. L'appropriation de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance demeure une question à résoudre avec toute la diligence souhaitée afin de renforcer les actions de responsabilisation et la participation.

Cette adhésion des acteurs à la stratégie peut être obtenue par la crédibilité des acteurs politiques et une bonne communication autour de cette stratégie. L'adhésion des acteurs s'obtient également par un leadership fort de la SNPG. Pour cela, il faut une implication des plus hautes autorités du pays.

V.3. INCERTITUDE DU FINANCEMENT

Le Burkina Faso, malgré la raréfaction des ressources au plan international, continue de recevoir un flux important d'aides financières. Toutefois, l'on observe une capacité d'absorption limitée de cette aide. Si des améliorations conséquentes ne sont pas apportées à la capacité du pays à utiliser cette assistance, il y a lieu de craindre une restriction à terme. En outre, il importe aussi de relever le faible niveau de financement interne.

Pour le financement de la SNPG, il faudrait d'abord compter sur le financement interne. Toutefois, pour accroître la mobilisation des ressources on pourrait organiser des tables rondes des bailleurs de fonds.

V.4. INSÉCURITÉ

Les attaques de Samorogouan, l'attentat de janvier 2016 à Splendid hôtel, les attaques d'Intagom en octobre 2016 et celles vécues à Nassoumbou en décembre 2016 ainsi que les récentes attaques en 2017 au nord et dans la capitale du pays sont l'illustration de la montée de la violence qui fait peser des menaces sur le développement du pays. La menace terroriste entraine la réticence des investisseurs étrangers ; ce qui pourrait mettre en mal l'économie du pays.

En outre, les différentes économies entretiennent de fortes relations d'interdépendance, qui sont en même temps des vecteurs de propagation de chocs internes et externes d'une économie donnée sur les autres. Les crises politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire en 2002 puis en 2010, sont l'illustration de la grande dépendance de la situation socio-économique du Burkina Faso et de la stabilité politique régionale.

L'insécurité et le terrorisme trouvent des terreaux fertiles dans l'ignorance, la pauvreté et l'injustice. Pour faire face à ces menaces, l'approche doit être multidimensionnelle. Il faudrait :

- intensifier la communication à l'endroit de la jeunesse pour l'éloigner de l'extrémisme ;
- résoudre la question d'emploi des jeunes ;
- renforcer les capacités opérationnelles des forces de défenses et de sécurité;
- renforcer la coopération régionale et internationale en matière de sécurité;
- réaffirmer le caractère laïc de l'Etat ;
- lutter contre toutes les formes de fondamentalisme ;
- etc.

V.5. PERSISTANCE DE L'INCIVISME

La période post-insurrectionnelle au Burkina Faso est marquée par une amplification du phénomène de l'incivisme, fragilisant du coup la nouvelle ère démocratique qu'elle devrait susciter. Il concerne en majorité les jeunes.

Considéré comme toute pratique contraire aux normes sociales, aux dispositions légales et réglementaires qui régissent l'Etat, l'incivisme est devenu un phénomène inquiétant. Sa montée pourrait s'expliquer par l'ignorance, la pauvreté grandissante, l'impunité, l'effritement de l'autorité de l'Etat et la rupture de confiance entre les institutions de la république et les citoyens.

En effet, l'on assiste de plus en plus à des mouvements d'humeur de la population qui se traduisant par des actes de violences, la destruction des biens, le non-respect du code de la circulation routière, le vandalisme, la corruption et la tendance à recourir à la justice privée, c'est-à-dire à se rendre justice soi-même au mépris des institutions et des lois en vigueur.

Le phénomène grandissant de l'incivisme au Burkina Faso pourrait déboucher à terme sur un conflit social.

Au regard de la persistance de l'incivisme et des conséquences qui pourraient en découler, les mesures adéquates entre autres doivent être prises :

- Réinstaurer l'éducation civique à l'école primaire et au lycée en mettant l'accent sur les valeurs morales et le respect des symboles de l'Etat ;
- Renforcer les capacités des agents des forces de l'ordre et de la sécurité;
- Renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions ;
- Rendre crédible et accessible la justice pour prévenir les justices privées.

VI. PLAN D'ACTIONS ET DE FINANCEMENT (2018 - 2020) (en milliers FCFA)

ā.			1.1.1.1		1.1.1				Coae	AT' & THE
privé, syndicats PTF)	SP/CSM et les autres acteurs (OSC, secteur	annuellement une rencontre entre le	Activité 1: Organiser	Kind Spandange og sallu	Action 1: Renloggerent	Résultat : La perception de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs est améliorée	Indicateur objectif stratégique: Niveau de perception des curves l'expression du droit, Indice MO Ibrahim sur la gouvernance	OBJECTIF STRATEGIQUE 1: Créer les conditions favorables à l'expression du droit	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	
	-	MJUHPC/ SP-MABG		SUCC	40	de la sépar	égique: Niv	Œ l: Créer	Structur es respons ables/pa rienaire	
		Tellcollines	Nombre de	la justice	Indicateur de l'action 1: Niveau de	ation et de l'éç	peau de perce brahim sur la la séparati	les condition	Indicateurs	
		·			<u>l'action I</u> : I e l'indépen	milibre des	on des pouv gouvernanc	s favorables	Programmation physique 2018 2019 20	
 	<u>.</u>		×	 - - - -	Niveau de dance de	pouvoirs	oirs	2	19 2020	
					0				Programmati (en milliers) 2018 201	
\ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \			. 000	20,000	23 000				Programmation financiere (en milliers) 2018 2019 2020	2 hill 3 5 vis subsection of the subsection
			L C	2000 000	23 000	23 200	pages of the same			300
	<u>.</u>			40 000	1000	46 000			tonal (en milliers)	
			PIF	Etat,					de de finance ment	

and the first soulean events of the		THE STATE OF THE S	CSC	espaces d'expression CRP/ d'étude	étude d'impact des MABG/M du rapport		et de libre opinion	de liberté d'expression	émissions en matière C	rapport sur l'état des CRP/CS		1.1.2.2 Activité 2: Faire SP- Disponibilité	ဂ	liberté d'expression CRP/CS organisé	un forum annuel sur la MABG/M forum		iondan	The rest of high of the ston - percep	1.1.2 Action 2: Renforcementale la Lindical		sur les dossiers	communication menées	actions de d'évaluation	annuellement les SP-MABG rapport			rtenaire	alles/pa	activités Péspons	résultats/actions/	
	nercention de l'équilibre des	Indicateur de l'action 3: Niveau de			port	ibilité A					port	ibilité X X				re de X X		perception des libertes	Indicateur de l'action 2: Miveau de		-		ation		e de	4			2018 2019 2020 2	<u> physique</u>	
		0 80 000 80 000				000	2000					20 000 20 000				80 000			10000							3 000 3 000			2018 2019 2020		
		too ooo			•		20 000 Etat.				•	D so ooo Elai,	30 000	·			100 000			160 000				3 1		6 000 Etat.					

								1.1.3.4			•		1.1.3.3				1.1.3.2				1.1.3.1						Code
Résultat : La population a un meilleur accès à la justice	Indicateur : Niveau de satisfaction de la population sur l'accès à la justice		l'administration	fonctionnement de	d'appropriation des	atelier d'échanges et	semestriellement un	Activité 4: Organiser	judiciaire	membres du pouvoir	sur la capacitation des	un séminaire annuel	Activité 3: Organiser	membres du législatif	sur la capacitation des	un séminaire annuel	Activité 2: Organiser	membres de l'exécutif	sur la capacitation des	un séminaire annuel	Activité 1: Organiser				activités	resultats/actions/	Axes / objectifs /
a un meille	satisfaction							SP-MABG			P-CSM	MABG/S	SP-		Z	MABG/A	SP-		X	MABG/P	SP-	TO	rtenaire	ables/pa	respons	e s	Structuz
ur accès à la ju	de la populatio						d'ateliers	Nombre	L.		séminaire	du rapport du	Disponibilité		séminaire	du rapport du	Disponibilité		séminaire	du rapport du	Disponibilité						Indicateurs
stice)n sur l'a	1.1.7																							2018 2	physique	Programmation
	ccès à							×	ļ				×				×				⋈				2019	ō	nmatio
	la 							×					×				×				×			. (2020		B
																								-	2018	(en militers)	Program
								20 000					20 000				20 000				20 000			1	2019	ers)	Programmation financière
								20 000					20 000				20 000				20 000				2020		ancière
								40 000					40 000				40 000				40 000				milliers)	100 (A)	Coût
		a describerarios					FIF	Etat,					Etat PTF				Etat PTF				Etat PTF			ment	finance	Ĉ	Source

1.2.2.1	1.2.2	1.2.1.3	#1 #1 # 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1.2.1.1	1.2.1	Code
Activité l: Evaluer la mise en œuvre du plan d'actions du pacte national pour le	Retton 2; Améliotation du journalisment des juridictions	Activité 3: Evaluer annuellement l'accessibilité au fonds d'assistance judiciaire	Activité 2: Mener annuellement un plaidoyer pour l'augmentation des ressources du fonds d'assistance judiciaire	Activité 1: Evaluer annuellement la fréquentation des tribunaux par la population pour la résolution des litiges		objectifs / ts/actions/ is
МЈДНРС	digitalis idietais	MJDHPC/ SP-MABG	MJDHPC/ SP-MABG	SP- MABG/M JDHPC,	tencier of	Structures es respons ables/pa rtensire s
Disponibilité du rapport d'évaluation	<u>Indicateur de l'action 2</u> : Délais de traitement des affaires civiles, commerciales et pénales	Disponibilité des rapports d'évaluation	Disponibilité des rapports de plaidoyer	Disponibilité des rapports d'évaluation	Indicateur de l'action 1: Rayon moyen d'accès à un TGI, Proportion des justiciables assistés par le fonds d'assistance judiciaire	
	action 2 affaires et péna		×		action à un T justici assista	Programu physique 2018 20
	: Délai s civiles les	×	×	×	<u>l</u> : Rayo 'GI, 'ables a ace jud	Programmation physique 2018 2019 20
×	s de 3,	×	×	×	n ssistés iciaire	2020
	0		B 000		5 000	Programmai (en milliers) 2018 201
	0	10 000	5 000	10 000	25 000	Programmation financière (en milliers) 2019 2020
15 000	25 000	10 000	5 000	10 000	25 000	1 3070
15 000	25 000	20 000	15 000	20 000	55 000	Courses
Etat, PTF		Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PIT		Source de finance ment

1.3.1.1	1.3.1		1.2.2.2	CO OG B
Activité 1: Réaliser annuellement un atelier de communication sur les engagements pris	Résultat : Les engagements sous respectés respectés Action L. Sénsibilisation des Indicateur de l'action L:Proposition des de groupes d'acteurs sensibilités de groupes d'acteurs sensibilités de groupes des engagements engagements	Indicateux : Taux des engagements sous régionaux et internationaux respectés	renouveau de la justice (PA/PNRJ) Activité 2: Elaborer un rapport de la mise en ceuvre des recommandations de l'évaluation du PA/PNRJ	Axes / objectifs / resultats/ actions / activities
MAEC- BE/Tout ministère /SP-	in des	s engagemen	мјрнрс/ sp-мавс	Structus es respons ables/pa rienalie
Disponibilité du rapport de l'atelier de communicatio	Indicateur de l'action 1:Proportion de groupes d'acteurs sensibilisés au respect des engagements	ts sous régiona	Disponibilité du rapport d'évaluation des recommandati	Indicatours
	l'action 'acteurs	naux et intern		Programu physique 2018 20
×	I:Propo sensib	ternatio		Programmation physique 2018 2019 20
×	ortion llisés		×	2020
	0		·	2018 201
5 000	25 000			(en milliers) 2018 2019 2020
5 000	25 000		10 000	2020
10 000	50 000		10 000	total (en milliers)
Etat/PT F			Etat, PTF	The state of the s

					-					engagements	
					•		•			la mise en œuvre des	•••
				•						rapports sectories sur	
							<u> </u>	d'évaluation	AEC-BE	production des	
F								du rapport	MABG/M	régularité de la	
Etat/PT	20 000	10 000	10 000		×	×	e e	Disponibilité	SP-	Activité 3 : Evaluer la	1.3.2.3
										des engagements pris	
								ES.	MABG	d'une base de données	
נדי							ent	décaissement	BE/SP-	appui à la création	
Etat/PT	40 000	20 000	20 000	1.1	×	×		Taux de	MAEC-	Activité 2 : Apporter un	1.3.2.2
					<u> </u>					universel (EPU)	
										l'examen périodique	
										plan d'actions de	
				-						recommandations du	
							<u> </u>	d'évaluation		en œuvre des	
H								du rapport		annuellement la mise	
Etat/PT	40 000	20 000	20 000		×	×	E C	Disponibilité	MJDHPC	Activité 1 : Evaluer	1.3.2.1
									Mary Tolk	zéglonaux et infernatiogaux	
					nents	ı engagen	uvre des	mise en œuvre des engagements	ts sulfig	callyre des rivageaments sons	r. 22
	100 000	50 000	50 000	•	de	on 2:Taux	de l'action	Indicateur de l'action 2:Taux de	88 OD	Action 2-Superdelam	1.3.2
									SP-MABG		
									ns/OSC/	engagements pris	
									institutio	respect des	
							=	d'évaluation	set	sensibilisation sur le	
ודי								du rapport	ministère	actions de	
Etat/PT	40 000	20 000	20 000		×	×	té	Disponibilité	Tous	Activité 2 : Evaluer les	1.3.1.2
men									rienaire		
finance	milliers)	2020	2019	2018	2020	18 2019	2018		respons	acityitės	
8			lers)	(en milliers)		physique			C S	résultats/actions/	
Source	Coat	ancière	Programmation financière	Program	tion	Programmation		Indicateurs	Structur	Axes / objectifs /	Code

1.4.1	:							•	1.3.3.1				1.3.3			1.3.2.4					Code
Action 2: Le senforcen Securité	<u>Résultat</u> : La gouvernance au sein des forces de défense et de sécurite est renforcée	<u>Indicateu</u> r : Indice de perception de la sécurité	internationaux	accords et conventions	négociation des	sur les stratégies de	séminaire de formation	amuellement un	Activité 1: Organiser	régionaux et internationaux	at Cords exconventions sous	espacite de négodadon des	Actions, Renigiosment de la	des engagements pris	l'état de mise en œuvre	Activité 4 : Evaluer			activités	25 /	Axes / objectifs /
ent de la	ce au sein d	erception				•	FID	BE/MINE	MAEC-	Taux	316	dos	de la		BE/OSC	MAEC-	rienaire S	ables/pa	respons	es	Structur
<u>Indicateur de l'action 1</u> : Nombre de plaintes liées à l'insécurité enregistrées par an	les forces de de	le la sécurité				organisé	formation	séminaires de	Nombre de		les techniques de négociation	de groupes d'acteurs formés sur	Indicateur de l'action 3:Proportion	d'évaluation	du rapport	Disponibilité		e di			Indicateurs
l'action à l'inséc par an	tense et c										de négo	acteurs fo	action 3						2018	physique	Programmation
1: Nom	le secu								×		ciation	ormés :	Propos			×			2019	.	nmatic
bre de	1 216		í. : .			٠			×	}	_	STT.	rtion			×			2020		3
0													C						2018	(en milliers)	Program
40 000			***************************************						1000 aT				TO OUC			5000			2019)15)	Programmation financière
40 000									10000	1000			TO OUG			9 000			2020		incière
900									0000	20 000			0000	30,000		10000	10 000		(ersemm		
								;	Diff.	֓֓֞֞֜֞֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓֓					•	F(0.// F F	The Arms	Pittatil			Source

1.4.2.3 Activité 3: E rapports en et les autres composante	étude sur la p étude sur la p de la corrupti des forces de et de sécurité		1.4.2	commu mise œ police d	1.4.1.2 Activité 2: Mer sondage sur la participation	1.4.1.1 Activité 1: Elak rapport annuel l'évolution des infractions		Code Axes / oh résultats
Activité 3: Evaluer les rapports entre l'armée et les autres composantes de la société	Activité 2 : Mener une étude sur la perception de la corruption au sein des forces de défense et de sécurité	Activité I : Evaluer le niveau de civisme des FDS	on 2. It is quantorcom tigger of the in a tigger.	communautaire à la mise œuvre de la police de proximité	Activité 2: Mener un sondage sur la participation	Activité 1: Elaborer un rapport annuel sur l'évolution des infractions		Axes / objectifs / resultats/actions /
SPMABG /MDNAC	MABG/M Sécurité/ MDNAC	SP- MABG/M DNAC	emrde: Obgrie yek		SP- MABG/M Sécurité	SP- MABG/M DNAC	ables/pa fenaire	Structur
Disponibilité du rapport de l'évaluation	Disponibilité du rapport de l'étude	Disponibilité du rapport d'évaluation	<u>Indicateur de l'action 2</u> : Nivean de perception de la corruption au sein des forces de sécurité intérieure		Disponibilité du rapport	Disponibilité du rapport sur l'évaluation des infractions		Indipalients
			action ; a corruj curité ;		·		2018	Program physique
×		×	2: Nive ption a intérie		×	×	2019	Programmation physique
×	×	×	au de u sein ure		×	×	2020	On.
9			0				2018	Programma (en milliers)
15 000		20 000	35 000		20 000	20 000	2019	Programmation financière (en militers)
15 000	15 000	20 000	50 000		20 000	20 000	2020	lancière
30 000	15 000	40 000	85000		40 000	40 000	millers	Coft total (en
Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF			Etat, PTF	Etat, PTF	finance mean	Source

	2.1.1.1	2.1.1		Code
administratifs	inser une SP-MABG stre un pilisation rtant droit primation ax	Résultat: La transparence dans la gestion de développement est améliorée Action 1: Amélioration de satisfaction des citoyens sur l'accessibilité de l'information	Indicateur objectif stratégique: Niveau de satisfaction des choyens sur la transparence et la responsabilité sur la transparence et la responsabilité Indicateur: Niveau de satisfaction des citoyens sur la transparence dans les actions de développement	Axes / objectifs / Structur Indicateurs Programmation résultats/ actions / es respons activités ables /pa ables /pa ables /pa steffaire strative s responsouvoir la transparence et la responsabilité
]	10 000	10 000		2018 20
	10 000	50 000		Programmation financière (en milliers) 2018 2019 2020
	10 000	30 000		2020
	36	90 000		Coft total (en milliears)
28	PIF			Source de de linance ment

			2.1.1.5					2.1.1.4									2.1.1.3							2.1.1.2					Code
ministères	fonctionnement des	guide type de	Activité 5 : Diffuser le	ministères	services d'accueil des	fonctionnement des	guide type de	Activité 4 : Elaborer un	des ministères	par fonction au sein	manuels de procédures	administratives et des	formalités	des guides de	rapport sur l'existence	annuellement un	Activité 3 : Produire	administratifs	et aux documents	l'information publique	portant droit d'accès à	la loi n°51-2015/CNT	textes d'application de	Activité 2: Adopter les			activités	résnitats/actions/	Axes / objectifs /
			SP-MABG					SP-MABG									SP-MABG		•					MCRP	S Trenaue	ables/pa	respons	CS	Structuz
	couverts	des ministères	Proportion				du guide	Disponibilité							d'évaluation	du rapport	Disponibilité					d'application	des textes	Disponibilité					Indicateurs
									 																### 		2018	physique	Teogr
			×		•			×									×							×			2019	que	Programmation
								-	1								×										2020		On
						•••							•														2018	(en milliers)	Program
			TO 000	3		-		D00 01									10 000										2019	ers)	Programmation financière
								· 						,			10.000										2020		ancière
		• =	1000	10000				10 000	1000								2000	200						0			(exerrent	total (en	Cofit
		7 1 1	בופו,				•	priet,	1	•						7	Prat.		•					Etat,		THEATT		D O	Source

		<u></u>			22							N			22	Γ		-		<i>N</i>			
					2.1.2.2							2.1.2.1			2.1.2					2.1.1.6			Code
Résultat : La redevabilité des acteurs de la gouvernance est améliorée	la gouvernance par des citoyens	recours	fonctionnalité des	étude sur la	Activité 2: Mener une	des usagers	de recours au profit	l'existence des voies	armuellement sur	communication	actions de	Activité 1: Mener deux	du citoyen (mecanismer de decours	Action 2-Reproreement des	les ministères	services d'accueil dans	fonctionnalité des	annuellement la	Activité 6 : Evaluer		resultats/actions/	Axes / objectifs /
des acteu	erception o		FPTPS	MABG/M	SP-			ÇA	ministère	CPM des	MABG/D	SP-		Home au profit	des					SP-MABG	ablev/pa rienaire s	es respons	Structur
rs de la gouvern	de la responsab	: 	d'étude	du rapport	Disponibilité					menées	d'actions	Nombre	réponses	des recours qui ont reçu des	Indicateur de l'action 2: Proportion			d'évaluation	du rapport	Disponibilité			Indicateurs
ance est an	Hite des ac				×							×		i ont reçu d	action 2: Pr					×	2010	_ 5	Programmation
néliorée	ieurs de											×	•	les	roportion					×	13 2020	3	nation
	:									:					•						2010	(en militers)	Program
					20 000							30 000			50 000					10 000	2013	lers)	Programmation financière
										······		30 000			30 000					10 000	2020		ancière
					20 000							60 000	-		80 000					20 000		milliers)	J. 1
				PTF	Etat,						PIF	Etat,							PTF	Etat,	ğ	finance	Source

· .						
2.2.2.2 2.2.2.2	25 25 25 27	N N N	2.2.1.2	2.2.1.1	2.2.1	C
Activité 2: Organiser annuellement un atelier d'échanges sur le comportement incivique avec les	Activité 1 : Réaliser annuellement une émission de sensibilisation de la population sur la citoyenneté responsable	English Amelioration citogennete respons dan	Activité 2: Evaluer la mise en œuvre effective des actions de redevabilité	Activité 1:Organiser une rencontre annuelle de réflexion sur la reddition des comptes de la gestion publique à l'endroit des citoyens	HTE	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités
SP- MABG/M JDHPC, OSC	MIDHPC/ MEPTPS	le la	SP-MABG	SP-MABG	ngables manies	Structur espons ables/pa crenaire
Nombre d'acteurs touchés	Nombre d'émissions	Indicateur de l'action 2: Indice de citoyenneté responsable	Disponibilité du rapport d'évaluation	Disponibilité du rapport de la rencontre	Indicateur de l'action 1: Proportion des structures ayant mené une action de redevabilité	Indicateurs
		action 2 ponsab			<u>action l</u> ayant n abilité	Programs physique 2018 20
×	×	: Indic	×	×	: Propo	Programmation physique 2018 2019 20
×	×	e de	×		ortion te	2020
		0			0	Programma (en milliers) 2018 20
20 000	20 000	40 000	10 000	10 000	20 000	Programmation financière (en milliers) 2018 2019 2020
20 000	20 000	40 000	10 000		10 000	2020
40 000	40 000	80 000	20 000	10 000	30 000	Cofit total (en milliers)
Etat, PTF	PIF		Etat, PTF	Etat, PTF	***	Source de finance ment

				2.2.4.1				224							2.2.3.2			•	2.2.3.1				2.2.3								Code	
environnementale des	sociétale et	responsabilité	deux rencontres sur la	Activité 1 : Organiser	entionises .	environmentale des	Tabloma Bline horioni	Action 4 Burghoration		des contrôles	administratives issues	recommandations	mise en œuvre des	annuellement l'état de	Activité 2 : Evaluer	conseils de discipline	fonctionnement des	étude sur le	Activité 1 : Réaliser une	Гер вер весерения при фине.	zecommandattens	l'application des.	Action 3 : Amélioration de		spécifiques	leaders des groupes	lio.		activités	resultats/ actions /	Axes / objectifs /	
		EEVCC	MICA/M	MFPTPS/				de la 🎉	,						MFPTPS				MEPTPS	trôles ja	金属 青		de				u i	menaire	respons	C	Structur	
		organisées	rencontres	Nombre de	environnementales	obligations sociétales et	des entreprises respectant leurs	Indicateur de l'action 4:Proportion	œuvre	s mises en	administrative	ons	recommandan	des	Proportion		d'étude	du rapport	Disponibilité		administratives mises en œuvre	des recommandations	Indicateur de l'action 3: Proportion								Indicateurs	
				1.4		ciétales e	s respect	l'action 4:		115				**	-	4	•••		×		s mises e	dations	action 3:				<u></u>		2018 2		Programmamon	S VICE STATE OF THE STATE OF TH
				×		Ä	ant leurs	Proportio												· - 	n œuvre		Proportio				ļ		2019 2020		Themon	
								- -	╀		_												- C	+-	·				2102		en milliers	
				1000	10,000			20000				•				10 000	-		10000	1000			2000	30 000					2013	9010	liers)	programmation financière
				10000	1000			2000	30 30							000 01					_		,	10 000					200	3030		sancière
				1	20 000	_		1000	40 000							20 000		-	1	10 000				30 000						inilliers)	total (en	E CO
ָרָנג רנג				PIF	Etat.										PTF	Etat,			PTF	Etat.									ment	finance	0	Source

		. 42.79		2.2.4.2	7.0000000	Code
Résultat : La participation des citoyens aux actions de développement est améliorée	<u>Indicateur</u> : Indice de participation des citoyens aux actions de développement	Indicateur objectif stratégique: Niveau de perception des citoyens sur leur participation aux actions de développement et sur l'équité	Objectif stratégique 3: Renforcer la participation et l'équité	Activité 2: Evaluer annuellement la prise en compte de la responsabilité sociétale et environnementale des	entreprises (RSE)	Axes / objectifs / résultats / actions / activités
on des cito	articīpatio	tégique: N ctions de c	Renforcer	SP-MABG	-	Structures es respons ables, pa remate s
yens aux actions	n des citoyens	iveau de percej léveloppement	la participation	Disponibilité du rapport d'évaluation		Indicateurs
de dévelo	aux action	otion des c et sur l'éq	et l'équité	×		Programmation physique 2018 2019 2
ppement	s de	itoyens su uité		Þ		2019 2020
				10 000		Programmation financiere (en militers) 2018 2019 2020
					1000	2020
					20 000	total (en milliers)
	\$ 7.565£			PIF		de finance ment

						3.1.1.3					3.1.1.2	:			3.1.1.1										3.1.1				Code
countinuers,	Etat/religieux et	Etat/jeunes,	fora (Etat/OSC,	recommandations des	de mise en œuvre des	Activité 4: Evaluer l'état	informatisée des OSC	de données	mise à jour de la base	appui financier à la	Activité 3 : Apporter un	participation aux fora	OSC pour leur	appui financier aux	Activité 2: Apporter un	fora	de participation aux	OSC sur les techniques	Activité 1: Former les		11年の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の	Desilon Canadian Continue	OSC pour leur pautibles	capacings des charans	Action Internegation and des		acuvités	résultats/actions/	Axes / objectifs /
						MATD			Ω	SP/MAB			Q	SP/MAB	!				MATD				HI TO BE	us of day	des	rienzire.	respons	es	Structur
			•	d'évaluation	du rapport	Disponibilité				décaissement	Taux de			décaissement	Taux de	la formation	touchées par	d'OSC	Nombre		Proportion d'OSC formée	Indicateur 2 de l'action 1:	les OSC	de rapports alternatifs produits pai	Indicateur I de l'action I: Nombre				Indicateurs
		• "									_				×				×		DSC form	e l'action l		ternatifs p	e l'action l		2018 2	physique	Programmation
							-				×				×				×		êe e	•		roduits pa	: Nombre		2019 2020	6	mation
			·		•				^											:				H	0		2018	(en milliers	Prograt
						2000	8				20 000	3			40 000			· · · · —	40 000	i					215 000		2019	iers)	Programmation financière
							+				20 000	200			40 000	3			40 000						T80 000		2020		iancière
						2000	2000				4000	40 000			90 000	90			80 000						395 000		muners)	total (en	Coat
34		<u>. </u>	· ·			בומו,	П÷э+	-		5 to 10 to 1	Diff.	F)			בופון,												ment.	2 6	Source

3.1,2.2 Activ degri (fisca	des texte la dé	3.1.2.1 Activ	3.1.2 Act par dév		3.1.1.5 Activ	prin gout l'enc	ann de fo	3.1.1.4 Activ	Etat		Code Axe
Activité 2 : Evaluer le degré de civisme (fiscal et la citoyenneté	des nouveaux textes/référentiels de la décentralisation	Activité 1 : Evaluer le niveau d'appropriation	Action 2: Renforcament de la participation des actiques au développement forcas	étude sur la participation des jeunes et des femmes à la vie de la nation	Activité 6 : Mener une	principes de bonne gouvernance à l'endroit des OSC et des citovens	annuellement un atelier de formation et de sensibilisation sur les	Activité 5 : Organiser	Etat/femmes)	acivies	Axes / objectifs / résultats/ actions /
MJDHPC, MATD	i.	MATD	della. s.au	FSNF	MJFTP/M	-	Q	SP/MAB	٠	respons ables/pa rienaire s	Structur es
Disponibilité du rapport d'évaluation	d'évaluation	Disponibilité du rapport	Indicateur de l'action 2: Taux de recouvrement des recettes locales	du rapport d'étude	Disponibilité		du rapport de l'atelier	Disponibilité			Indicateurs
×		•	<u>action 2</u> : Ta les recettes		×			×		2018 2019	Programmanon physique
×		×	ux de locales					×		9 2020	anon
			0							2018	(en milliers)
50 000			100 000		15 000			80 000		2019	Programmation linancieve (en milliers)
50 000		20 000	80 000					80 000		2020	lanciere
100 000		20 000	180 000		15 000			160 000			total (en
PTF	1	PTF		PIF	Etat,		PILE	Etat,			

				2 2 2					3.1.3.1		1	3.1.3				-			3.1.2.4					3.1.2.3							Соде
sensibilisation sur le	tournées de	l'organisation de	appui financier à	Activité 2 : Apporter un	femmes en politique	participation des	acteurs sur la	une rencontre multi	Activité 1: Organiser	processon Alectoraux		Terror 3 SRenovember	développement	régionales de	des agences	l'opérationnalisation	atelier d'échanges sur	l'organisation d'un	Activité 4 : Appuyer à	territoriales	niveau des collectivités	publics exécutés au	part des marchés	Activité 3 : Evaluer la	acteurs locaux	responsable) des				•	Axes / objectifs /
			!	CENI					MESNE	A. C. S.	The aut	de la			•				MATD					MATD			•	ables/pa rienaire	respons	0	Structur
			décaissement	Taux de			la rencontre	du rapport de	Disponibilité		participation aux élections	Indicateur de l'action 3:Taux de					l'atelier	du rapport de	Disponibilité			d'évaluation	du rapport	Disponibilité							Indicateurs
									×		ux élections	action 3: Taux			.,		,		*					×				·	2018 2019	physique	Programmation
-			•	×	1							de							• •										2020		TOD
								•				0								Ę									2018	(en milliers)	Pzogram
									9 000	2000		5 000							10000	1000		,		40 000					2019	(ers)	Programmation financière
<u> </u>				60 000								50 000							1000	10 000		,						***************************************	2020		
1				20,000	3				0	7 000 7 000		99 000								20 000				40				w d	muzers)	Tell Tell	Con
36			11.6	Etai,	1		•	•	PIF	Fitat								!	PTF	Ftat			;	PITE.				1.(61)	Timenice		Source

3.1.5.1	3.1.5		3.1.4.1	3.1.4			Code
	Action 5: Renfolcamentet apéditionnalisation des cadi de proportion de dialogue	diplomatiques à l'incitation de la participation des burkinabe de l'extérieur au développement du pays	Activité 1: Mener une étude sur le rôle des	Action 4: Amollocation dela prante partie del con des hijorinates de l'action del control	processus électoral dans les pays abritant une forte communauté burkinabè		Axes / objectifs /
SP/MAB G			MAEC- BE	inality do property of the pro		es respons ables/pa rtenaire	Structur
Disponibilité du rapport d'étude	Indicateur de l'action 5: Taux de fonctionnalité des cadres de promotion de dialogue	d Gillag	Disponibilité du rapport d'étude	Indicateur de l'action 4: Taux de croissance du volume de transfer venant des burkinabè résidant à l'extérieur	·		Indicateurs
×	<u>action 5</u> : Taux les cadres de ialogue			<u>action 4:</u> Taux rolume de trai kinabè résida		physique 2018 2019	Programmation
	C de		×	de nsfert nt à		2020	
				0		(en milliers) 2018 201	Progran
50 000	100 000			0		2019	Programmation financière
	50 000		100 000	100 000		2020	ancière
50 000	150 000		100 000	100 000		total (en miliers)	Cont
Etat, PTF			Etat, PTF			de finance meut	Source

	<u> </u>				3.2.1.2			3.2.1.1				3.2.1										3.1.5.2	3			Code	
creation de richesses	d'emplois et de	aux opportunités	d'accès équitable des	étude sur le niveau	Activité 2: Mener une	femmes à la terre	niveau d'accès des	Activité 1 : Evaluer le		création des Clesses	Opportunite the service of	Telling Second - 1 192 1935		Résultat: Les inégalités sont réduites	Indicateur : Niveau de satisfaction des citoyens sur l'équité		Conversance	de la bonne	dialogue sur le thème	de concertation et de	membres des cadres	Activité 2 : Former les				Axes / objectifs / résultats/ actions /	
	:			MFPTPS	MJFPE,			MFSNF			9886°	ole Street		sont réduit	satisfaction	* * * * * * * * * * * * * * * * * * *					ດ	SE/INTAD	CD/VVD	ables/pa rienaire s	Tespons	Structur	
			d'étude	du rapport	Disponibilité		du rapport	Disponibilité	création de richesses	opportunités d'emplois et de	mesures prises liées à l'accès aux	Indicateur de l'action 1: Nombre de		S	des citoyens s			formés	concertation	dialogue et de	cadres de	Month de	Nambro do			Indicateurs	S. S
					×			×	hesses	¹ emplois et	s liées à l'ac	l'action I: No			ur l'équité							Þ	×	2010	_	Programmation physique	Name (1970) (1970
	<u> </u>									đe	cès aux	ombre de										.	×		a 2020	ation	
												0	ļ												2018	Programma (en milliers)	
			• •		20 000	333		20 000				40 000				7						0	50 000		2019	Programmation imanciere (en milliers)	RESERVED TO THE PROPERTY OF TH
	ALC-L 1				٠.							0											50 OOO		2020	anclere	
					2000	20 000	·	20 000	3			40 000											100 000		тишетв)	()#K	2
38				P1	Dia.	T + + + + + + + + + + + + + + + + + + +	• • • • • • • • • • • • • • • • • • •	print,	1												;	P F	Etat,	m en	Inance	de	2

3.2.3.1	3.2.3	gradus cionades	3.2.2.2	3.2.2.1	3.2.2	Code
Activité 1: Mener une étude sur l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base	s Remforocingent egriffeble able s de base ap	recommandations de l'étude sur l'équité dans le système de motivation des agents publics	Activité 2: Evaluer la mise en œuvre des	Activité 1 : Mener une étude sur l'équité dans le système de motivation des agents	Action 2 : "De Noment équitable dans la montation des agents publics	Axes / objectifs / résultats / actions / activités
MFSNF	de Tvices		MFPTPS	MFPTPS	rultable tyents	Structures es xespons ables/pa- rienaure
Disponibilité du rapport d'étude	Indicateur de l'action 3: - Indice de parité au niveau scolaire, - Niveau de satisfaction des personnes vulnérables	d'évaluation	Disponibilité du rapport	Disponibilité du rapport d'étude	Indicateur de l'action 2: Niveau de satisfaction des agents publics	Indicatous
	l' <u>action 3</u> ; rité au ni risfaction nérables			×	action 2: s agents	Programmation physique 2018 2019 2
×	veau des		×		Niveau publics	19
					_	020
	. 0				0	Programmal (en milliers) 2018 201
10 000	10 000			25000 C	25 000	Programmation financière (en milliers) 2018 2019 2020
	10 000		10 000		10 000	2020
10 000	20 000		10 000	25 000	35 000	cont total (en militers)
Etat, PTF			Etat, PTF	PTF		die die finance ment

		3.2.4.3					3.2.4.2								3.2.4.1			3.2.4							3.2.3.2						Code
recommandations	prise en compte des	Activité 3 : Evaluer la	administrative	déconcentration	Stratégie nationale de	mise en œuvre de la	Activité 2 : Evaluer la	planification	dans les instruments de	durable du territoire	développement	d'aménagement et de	Schéma national	prise en compte du	Activité 1: Evaluer la	dispantés régionales	des ressources pour reduite les	Action 4? Répartition équitable.	de base	aux services sociaux	personnes vulnérables	l'étude sur l'accès des	recommandations de	mise en œuvre des	Activité 2: Evaluer la				activités	résultats/actions/	Axes / objectifs /
G	SP/MAB	MATD,				G, MATD	SP/MAB						INEFID	MABG/M	SP-	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	luire les	guitable 🛊						MEPTPS	MFSNF/	n	rtenaire	ables/pa	respons	0	Structur
CL CAGRICATION	du rapport	Disponibilité			d'évaluation	du rapport	Disponibilité						d'évaluation	du rapport	Disponibilité		disparités régionales	Indicateur de					d'évaluation	du rapport	Disponibilité						Indicateurs
							×	!		· · -		,-,-					ionales	Indicateur de l'action 4:Indice de									. 43.2		2018 2019	physique	Logrammanon
		×													×			ce de	<u> </u>						×	1			2020		
						•	-											0											2018	(en milliers)	
							80,000	80										20 000								i.			2019	lers)	
		000	8												50 000	200		130 000					<u> </u>		10000	1000			2020		
		000	000				6	20 000						 	000	3		170,000	170 000						10000	10 000	*		muuers)	Total (en	
		PIF	F)			,	PTF.	F)							Piat,									,	ם בופו, בופו,	7		men	astrena	96	

	de 1 nati déc	3.2.4.4 Activity According 1'éva Strat d'orq d'addition d'addition terriis	Obje cultr publ India	Indic Inter nive
Axes / objectifs / résultats / actions / activités	de la Stratégie nationale de déconcentration	Activité 4: Accompagner l'évaluation de la Stratégie nationale d'organisation et d'administration du territoire (SNOAT)	Objectif stratégique 4: Lutter contre la corruption et promouvoir une culture d'efficacité et d'efficience dans la gestion des affaires publiques Indicateur objectif stratégique: Niveau d'appréciation de la lutte contre la corruption et promotion de la performance	Indicateur: Indice de perception de la corruption de Transparency International, niveau de perception de la corruption
Spons Brons less/pa		MATD	uffer contre efficience da sgique: Nive	perception de
	E E E	Taux de décaissement	la corruption et ans la gestion de au d'appréciati	la corruption o
Programmation physique 2018 2019 2			et promouv des affaires tion de la la	de Transpa
nation 19 2020		×	oir une utte	rency
Programma (en milifiers) 2018 201				
Programmation financière (en milifers) 2018 2019 2020				
		20 000		
Coult total (en milliers)		20 000		
Source de finance ment		A TOTAL		

Source		Tient			PTF FTF	47
				200 000	100 000	
ancière		2020		100 000	20 000	
Programmation financière		2019		100 000	000 000	
Programma (en militere)		2018		0		*
5		2020		de la de la Niveau f de les	4 🙀	
Programmation		2019		n I. Niv méfaits yens, I ispositi ion par	4 ×	
Progra	anbiskud	2018		Paction Ce des 1 les cité ce du d'ectropi		
Indicateurs			on est réduite	Indicateurs de l'action I: Niveau de connaissance des méfaits de la corruption par les citoyens, Niveau de connaissance du dispositif de lutte contre la corruption par les citoyens	d'ateliers d'ateliers Nombre de campagnes	
Tocker	S	respons ables/pa renaire	la corruptic	ormatent oreas nulli de sith de lä	MABG/A SCE- LC/REN- LAC/ autres OSC MABG/A SCE- LC/REN-	autres OSC
	résultats/actions/		<u>Résultat</u> : La pratique de la corruption est réduite	Action I. Efferation in Cremsinal sationades di sur les mélaits et le dis prévénition mélés confess corruption	Activité 1 : Organiser annuellement deux ateliers de vulgarisation du dispositif règlementaire international et national en matière de lutte contre la corruption à l'intention des usagers et des agents publics Activité 2 : Organiser des campagnes de sensibilisation (2 conférences et 2 spots)	dans les universites, les établissements scolaires et les écoles et centres de formation
Code				4.1.1	4.1.1.1	

..

Source	9	Unance ment		Etat, PTF	40 - 04 - 04 - 04 - 04 - 04 - 04 - 04 -	Etat, PTF	Etat, PTF
Coût	total (eff			000 09	170 000	20 000	20 000
ancière		2020		30 000	000 09	20 000	10 000
Programmation financière	(ers)	2019		30 000	110 000		10 000
Program	(en militers)	2018			0		
uo		2020		×	ions e,	×	×
mmati	92	2019		×	2: nanda() œuvr s de rrsatio		×
Programmation	physique	2018			laction recomi ises er dossier malve		
Indicateurs				Nombre d'émissions	Indicateurs de l'action 2: Proportion des recommandations de l'ASCE-LC mises en œuvre, proportion des dossiers de corruption et de malversations jugés	Disponibilité du rapport d'étude	Disponibilité du rapport d'évaluation
Structur	68	respons ables/pa rtenaire s		SP- MABG/A SCE- IC/RENL AC	ns de	SP- MABG, structure s de contrôle	Мјрнрс
Axes / objectifs /	résultats/actions/	activités	professionnelle sur la corruption	Activité 3: Organiser annuellement trois émissions interactives d'éducation et de sensibilisation dans les médias	Action 28 Suiff des accion little contright bounding	Activité 1: Mener une étude sur la prise en compte des recommandations des structures de contrôle (ASCE-LC, IGF, Cour des comptes, ITS,	Activité 2 : Evaluer annuellement l'application effective
Code				4.1.1.3	4.1.2	4.1.2.1	4.1.2.2

S P P	10 17 - 3 17 1 1 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2		Etat, PTF						Etat, PTF	44
(1800) (1800)			100 000					20 000	10 000	į.
	2020						_	2 000	2 000	
Programmation financière (en milliers)	2019		100 000					15 000	B 000	
Programmat (en milliers)	2018							0		
.	2020				2 To 1 To	Ë		, w	×	
Programmation physique	2019		 ×			liques ce pub	an	n l: upés, tères et d'outil	des Ra	
Program physique	2018					stitutions publiques igers du service public	iques est accrue	Postes postes int occu	estion	
Indicateurs			Disponibilité du rapport des assisses nationales			ères et institution n des usagers o	ures publiques	Indicateurs de l'action l: Proportion des postes convenablement occupés, Proportion des ministères et institutions disposant d'outils	modernes de gestion des RH Disponibilité X	d'évaluation
Structur	respons ables/pa rténaire s		Primatur e/MFPTP S/ASCE-	AC/ autres OSC		des ministé s satisfactio	e des struct		MFPTPS	
Axes / objectifs / résultats/actions /		des sanctions judiciaires prononcées en matière de	corruption Activité 3 : Organiser les assises nationales sur la corruption			<u>Indicateur</u> : Proportion des ministères et institutions publiques performants, Niveau de satisfaction des usagers du service pub	Résultat: La performance des structures publ	Relog 1: Gestion ration rescontantifications conculting unfigures	Activité 1 : Evaluer	retat de muse en œuvre des outils
Code	The same of the sa		4.1.2.3					4.2.1	4.2.1.1	

Source							Etat.	, L	1		**************************************			i	Etat,	FIT.						į	Etat,	717				
Collt	total (en						10 000					200 000			100 000	*************************************						000	000 00					
ancière		2020					į					100 000			20 000							000	25 000					
Programmation financière		2019					10 000	 				100 000			20 000								25 000	******				
Program	(en milli	2018										0																
E		2020										n de	s de		×								×					
nmatic	le.	2019					*	-				Nivea	public	1	×								×					
Programmation	physique	2018										action 2	agents	atériel		.,							•					
Indicateurs						···	Dienouihilité	Annual Control	du rapport	d'evaluation		Indicateur de l'action 2: Niveau de	satisfaction des agents publics de	la gestion du matériel	Taux de	décaissement							Nombre	d'émissions,	d'informations	et de	sensibilisation	82
Structur	80	respons ables/pa rtenaire s					Mediano	TATE LIE C				A TEL			SP-MABG					•		•	MINEFID					
Axes/objectifs/	résultats/actions/	activités	(TPEE, TB, manuel de	procédures et des	postes de travail) dans	les ministères et	institutions	Activité 2: Evaluei l'état	d'occupation des	postes de travail dans	l'administration	A city of Control of	TANK TOWN TANKS	more lelles	Activité 1 : Apporter un	appui financier au	déploiement du	logiciel de la	comptabilité matière	dans tous les	ministères et	institutions	Activité 2 : Organiser	annuellement une	émission d'information	et de sensibilisation sur	l'utilisation rationnelle	du matériel de l'Etat au
Code								4.2.1.2				422	1		4.2.2.1								4.2.2.2					

Source	finance ment	f	PTF		Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF
Maria and and			20 000	210 000	10 000	100 000	100 000
ancière	2020		25 000	100 000		20 000	20 000
nmalion fin lers)	2019		25 000	110 000	10 000	20 000	80 000
Programmat (en milliers)	2018		·	0			
uo,	2020		×	ortion lés pau	ļ -	×	×
Programmation physique	2019		M	r <u>de l'action 3:</u> Proportion nes publiques validés par	×	×	×
Programs physique	2018	;		action ablique			
Indicateurs			Taux de décaissement	Indicateur de l'action 3: Proportion de politiques publiques validés par la CNPD	Taux de décaissement	Taux de décaissement	Taux de décaissement
Structur.	respons ables/pa rtenaire s		-MABG	de last	SP-MABG	SP-MABG	SP-MABG
Axes / objectifs / résultats/ actions /	activités	profit des agents publics	Activité 3: Apporter un appui financier pour la vulgarisation des outils et normes de gestion rationnelle du matériel	Action 3: Arrestoration de Conception des politiques thibitanes	Activité 1 : Apporter un appui financier pour l'élaboration du guide d'évaluation des	Activité 2 : Apporter un appui financier aux ministères dans l'élaboration des plans ministériels en cohérence avec le pares	Activité 3 : Apporter un appui financier aux
မီ ငဝရ			4.2.2.3	4.2.3	4.2.3.1	4.2.3.2	4.2.3.3

Source de	finance ment			Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF
Coût tofal (en			150 000	50 000	10 000	30 000	40 000
ancière	2020		45 000		8 000	10 000	20 000
Programmation financière (en militers)	2019		105 000	30 000	8 000	20 000	20 000
Programmat (en milliers)	2018		0	••••••			
8	2020		é de		×	×	×
Programmation physique	2019	·	4: Degrans	×	×	×	×
Program: physique	2018		action s TIC da n publi				
Indicateurs			Indicateur de l'action 4: Degré de pénétration des TIC dans l'administration publique	Disponibilité du rapport d'évaluation	Disponibilité du rapport d'évaluation	Disponibilité du rapport d'évaluation	Nombre de logiciels en compétitions
Structur	respons ables/pa rtenairs s		0.00	MFPTPS, MDENP	MFPTPS, MDENP	MFPTPS, MDENP	MFPTPS, MDENP
Axes / objectifs / résultats/actions /	acifyités	ministères dans l'évaluation des politiques sectorielles avec le PNDES	Action 4 : Promotion de goifféanance	Activité 1 : Evaluer le niveau de fonctionnalité du RESINA sur tout le territoire national	Activité 2 : Evaluer l'état de mise en œuvre des services en lignes des ministères et institutions	Activité 3 : Evaluer l'état de dématérialisation des services publics	Activité 4: Organiser annuellement une compétition sur le développement de logiciels pour des besoins spécifiques de
Code			4.2.4	4.2.4.1	4.2.4.2	4.2.4.3	4.2.4.4

Source	Tinance ment		Etat,		·	Etat, PTF		Efat, PTF	
Coût Source fôtal (en de	milliers	,	20 000		294 000	40 000		30 000	
anctère	2020		10 000		137 000	20 000		15 000	
Programmation financière (en milliers)	2019	;	10 000		137 000	20 000		15 000	- - - -
Programmat (en milliers)	2018	:			20 000				
UO	2020		×		ortion	×		×	
Programmation physique	2019		×		5: Prop int d'ur tionne	×	.,.	×	.
Program. physique	2018				"action disposa ue fonc				
Mdicateurs			Nombre de sites en compétition		Indicateur de l'action 5: Proportion de ministères disposant d'un comité d'éthique fonctionnel	Nombre d'ateliers		Disponibilité du rapport d'évaluation	
Stractures	respons ables/pa rienaire		MFPTPS, MDENP		, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	SP-MABG		MFPTPS / ministère s et	institutio ns concerné
Axes / objectifs / résultats/ actions /	activités	l'administration publique	Activité 5 : Décerner un prix au meilleur site Web de	l'administration publique lors de la Semaine nationale de	Actions: Pramption d'un demine de la familie	Activité 1 : Organiser annuellement deux (02) ateliers de formation sur les codes	d'éthique et déontologie au profil des ministères et institutions	Activité 2: Evaluer annuellement l'état de mise en œuvre des	codes d'éthiques et de déontologie
Code			4.2.4.5		4.2.5	4.2.5.1		4.2.5.2	

Somoe		Etat PTF	PTF PTF	Etat, PTF
Coût total (en		000 09	100 000	4 000
and bre	2020	20 000	90 000	2 000
Programmation financière (en milliers)	2019	20 000	20 000	2 000
Programmal (en milliers)	2018	20 000		
Į.	2020	M	×	×
mmati	2019	×	H	×
Programmation physique	2018	M		
Indicateurs		Nombre de conférences publiques	Nombre d'émissions réalisées	Proportion des ministères dotés d'instruments
Structure	respons ables/pa renaire s	SP-MABG	SP-MABG	SP-MABG
Axes / objectifs /	activités	Activité 3: Organiser treize (13) conférences publiques régionales sur le caractère républicain, la neutralité et la méritocratie dans l'administration	publique Activité 4: Organiser annuellement trois (03) émissions-radio de sensibilisation et d'information à I'endroit des agents publics sur les droits des usagers des	services publics Activité 5: Doter les services d'accueil de chaque ministère d'un instrument d'enregistrement des plaintes et
Code		4.2.5.3	4.2.5.4	4.2.5.5

4		

Source	11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		PITF		12.				Fitat, PTF
Cotte Source total (ch. de			000 09		0.11			65 000	000 000
ıancière	2020		30 000		22,000			30 000	13.
Programmation financière (en milliers)	2019	i	30 000		222 000			30 000	
Program (en mII)	2018			, <u> </u>				2 000	2 000
ndon.	2020		×			ncière		ux de f de	
Programmation physique	2019		M	4 -		ion fina	rdonnés	on <u>I</u> : Ta ispositií	
Pro	2018					exécut	et coor	<i>Pacti</i> é du d	×
Indicateurs			Pourcentage de plaintes traitées			ilgme/faux d'	sont pilotées	Indicateur de l'action 1: Taux de fonctionnalité du dispositif de pilotage	Nombre de textes
Structures	respons shies/pa rtshielle		SP-MABG				la stratégie	5	SP-MABG
Axes / objectifs / résultats/ actions /	activités	dénonciations des usagers	Activité 6: Evaluer annuellement le traitement et la suite	accordée aux plaintes et dénonciations enregistrées dans les	ministères Agres Phromage Die	Tedinstens - Tany d'exécution physique/ faux d'exécution financière	<u>Résultat</u> : Les actions de la stratégie sont pilotées et coordonnés	Action 1: Coordination.	Activité 1 : Elaborer des textes d'opérationnalisation des organes de
Code		्रेक्ट्रा पुरुष्टि स्ट्राइटिंग के स्ट्राइटिंग के स्ट्राइटिंग के स्ट्राइटिंग के स्ट्राइटिंग के स्ट्राइटिंग के स	4.2.5.6		r.			5.1.1	5.1.1.1

	mean.		Etat, PTF	Ftat	PIF	ing in the second		Dian.	Dag,	1				Etat.	PIF				Etat	Į.		51
Cour total (en			0	60 000		•		000 30	20 000			180 000		10 000					30 000]	
ancière	2020			30,000				000	12 000			80 000		!					0000	200		
Programmation financière (en milliers)	2019			00000	200				12 000		·	20 000							0000	7000		
Programmati (en milliers)	2018								12 000			20 000		000	3				0000	000 01		
uo	2020		1	Þ	⋖_			!	×											×		
Programmation physique	2019				×				×			2: Taux	/Taux				_		ł	×		
Programs physique	2018		×					ŀ	×			action	ysique	dicie:	4					×		;
Indicateurs		,	Nombre d'organes	fonctionnels	Nombre de	sessions		,	Taux	d'exécution	financière de Tactivité	Indicateur de l'action 2: Taux	d'exécution physique /Taux	d'execution imaliciere	Disponibilite	performance	4			Disponibilité	du plan d'actions	
Structur	tespons ables/pa rtenaire s		SP-MABG	-	SP-MABG				SP-MABG			Sen lank			SP-MABG		•			SP-MABG		
Axes / objectifs /		pilotage de la SNPG	Activité 2 : Mettre en place les organes de	pilotage de la SNPG	Activité 3 : Organiser	les sessions des instances de pilotage	de la SNPG (Comité de	puotage, commissions sectorielles)	Activité 4 : Assurer le	fonctionnement courant	SP-MABG	att for 9 Dentification	Evalidation W	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Activité 1: Elaborer un	cadre de periormance	et le plan de suivi	évaluation de la	stratégie	Activité 2 : Elaborer le	plan d'actions triennal	dissant
Code			5.1.1.2		5.1.1.3				5.1.1.4		-1-	0 1 2	3		5.1.2.1				-	5.1.2.2		

Source	ê			Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF		Etat, PIF	Etat, PTF
Codit	total (en			30 000	20 000	000 09	30 000	170 000	000 06	40 000
ancière		2020		10 000	10 000	20 000	30 000	70 000	30 000	20 000
Programmation financière	[ers]	2019		10 000	10 000	20 000		ZO 000	30 000	20 000
Program	(en milliers)	2018		10 000		20 000		30 000	30 000	<u>.</u>
uoi		2020		×	×	×	×	ortion	×	×
Programmation	dne	2019		×	×	×		3: Prop	×	×
Progr	physique	2018		×		×		l'action nés	×	
Indicateurs			triennal glissant	Disponibilité du plan de travail annuel	Disponibilité du rapport d'évaluation	Disponibilité du rapport annuel sur l'état de la gouvernance	Disponibilité du rapport de l'évaluation	Indicateur de l'action 3: Proportion d'acteurs formés	Nombre de personnes formées	Nombre de personnes
Structur	68	respons shles/pa rtenaire S	•	SP-MABG	SP-MABG	SP-MABG	SP-MABG	s actenis suvre de	SP-MABG	SP-MABG
Axes / objectifs /	résultats/actions/	acdivités		Activité 3: Elaborer le plan de travail annuel	Activité 4 : Évaluer annuellement la SNPG	Activité 5: Elaborer un rapport annuel sur l'état de la gouvernance	Activité 6: Réaliser une évaluation triennale de la SNPG	Action 3: Formation des acteurs chargés de la mise en œuvre de la stratégié	Activité 1: Assurer des formations au profit du personnel du SP-MABG sur des thématiques spécifiques	Activité 2 : Organiser des sessions de
Code				5.1.2.3	5.1.2.4	5.1.2.5	5.1.2.6	5.1.3	5.1.3.1	5.1.3.2

Source	Section .	Mance Inem		Etat, PTF		Etat, PTF	Etat, PTF	Etat, PTF		
Coût	total (en			40 000	126 000	20 000	000 09	10 000		
ancière		2020		20 000	17 000			9 000	1	:
Programmation financière	lers)	2019		20 000	77 000		000 09	5 000		
Program	(en milliers)	2018			32 000	20 000				
lon		2020		×	ortion			×	tion	ve, la
Programmation	e E	2019		×	<i>r de l'action 4</i> : Proportion lels reçus		×	×	Taux de mobilisation	t effecti
Progr	physique	2018			action eçus	×		:	ıx de m	eurs es
Indicateurs			formées	Disponibilité du rapport de missions	<u>Indicateur de l'acti</u> de matériels reçus	Disponibilité du logiciel de suivi évaluation	Nombre de mini-bus	Nombre de matériels acquis		égie par les act ctive
Structur	es	respons ables/pa stenaire s		SP-MABG	1 des	SP-MABG	SP-MABG	SP-MABG	ropriation d	n de la strai rces est effe
Axes / objectifs /	résultats/actions/	activités	formations des acteurs de la mise en œuvre de la SNPG	Activité 3 : Effectuer annuellement une mission de partage d'expériences	Colon 4 - Residential Colon Co	Activité 1 : Acquérir un logiciel de suivi- évaluation de la SNPG	Activité 2: Acquérir un mini-bus	Activité 3: Acquérir du matériel informatique	<u>Indicateur</u> : Taux d'appropriation de la SNPC des ressources	Résultat : L'appropriation de la stratégie par les acteurs est effective, la mobilisation des ressources est effective
Code				5.1.3.3	5.1.4	5.1.4.1	5.1.4.2	5.1.4.3		

				Etat,			Etat	PIF	Etat,	PIF		
total (cn	WT.	20 000		10 000			20 000		20 000		20 000	
Programmation financiere (en milliers)	2020	20 000					000 01		10 000		2,000	3
mallon in	2019	20 000		· 			000	000 01	10 000		000	
Programma. (en millers)	2018	10 000		10 000							000	
	2020	ıx de	gie de	 				×	×	4		tux de es
Programmation physique	2018 2019	ction I: Tar	le la straté	 				×	>	4		sction 2: Ta
Indicateurs		Indicateur de l'action I: Taux de	mise en œuvre de la stratégie de	Disponibilité	de stratégie	de communicatio	T T	Taux d'exécution du plan de communicatio	ន!	SP-MABG Nombre de campagnes		Indicateur de l'action 2: Taux de mobilisation des ressources financières
Structur	respons ables/na frenale	3 1918	gie	SP-MABG				SP-MABG	1	SP-MABG		de la C
Exes objectifs /		W. C. P. Communication		Activité 1: Elaborer un	document de stratégie de communication de	la SNPG		Activité 2 : Mettre en œuvre le plan de communication de la SNPG		Activité 3 : Organiser treize (13) campagnes régionales de dissémination du	downernance	Acron S. Pinancement strategie
Code		L 0 B		5.2.1.1				5.2.1.2		5.2.1.3		5.2.2

	activités	respons ables/pa remaire		2018 20	2018 2019	2020	(en milliers) 2018 201	2019	2020	milliers)	fitance Ment
5.2.2.1 Activité 1 : Elaborer un document de stratégie de mobilisation des ressources		SP/MAB G	Disponibilité du document de stratégie de mobilisation	×		<u></u>	2 000			2 000	Pir
5.2.2.2 Activité 2 : Mettre en ceuvre la stratégie de mobilisation des ressources	0	SP/MAB G	Taux de mobilisation des ressources	×	×	×	\$ 000	2 000	2 000	15 000 Etat, PTF	PTT

